

# La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise  
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-  
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



## Questions ouvertes, questions fermées

En mars de cette année, le Conseil synodal de l'Eglise évangélique réformée du Canton de Vaud présentait au Synode son Rapport sur les dotations, c'est-à-dire sur la future répartition des forces ministérielles. Le Synode le refusa, manifestant son opposition à l'évolution centralisatrice et technocratique dont l'Eglise souffre depuis trop longtemps et que le Rapport aggravait encore. Trois mois après, deux motions confirmant cette opposition étaient acceptées par le Synode, contre l'avis du Conseil synodal. Et vendredi dernier, le Synode, réuni en session extraordinaire, examinait les rapports du Conseil synodal sur les dites motions.

La première demandait que le Conseil synodal révise en profondeur le Rapport sur les dotations, notamment en y intégrant les résultats d'une consultation qui serait menée auprès des paroisses et des régions. En d'autres termes, la motion demandait qu'on réalise, dix-huit ans après le grand chambardement d'«Eglise à venir», l'évaluation en profondeur promise à l'époque pour 2006.

Dans son rapport sur la motion, le Conseil synodal campait sur ses po-

sitions. Désirant boucler le Rapport sur les dotations avant les élections générales de juin 2019, il proposait de ne procéder qu'à une «consultation restreinte» des paroisses et des régions, et uniquement sous la forme de «questions fermées». Ce n'était pas dans cet esprit que les motionnaires avaient travaillé. Le Synode refusa cette tentative de vider la motion de ce qui était, au fond, sa raison d'être. Il confirma sa volonté que toutes les paroisses et toutes les régions soient consultées et que la consultation repose sur des «questions ouvertes».

Questions ouvertes, questions fermées: le choix dépend de la nature et de la finalité de la consultation. Il dépend aussi du jugement que le questionneur porte sur le questionné.

La question ouverte place le questionneur et le questionné sur pied d'égalité. Elle part du principe que ce dernier est apte à aller au fond des choses, à réfléchir par lui-même et sur lui-même. C'est un risque: il faut admettre que sa réponse puisse être brève ou prolixe, ciblée ou imprécise, franche ou complaisante. De son côté, le questionneur s'oblige à une interprétation loyale et généreuse des réponses reçues.

La question fermée impose un choix limité de réponses. Il n'y a pas de discussion à proprement parler. On répond par oui ou par non. Ou bien on choisit entre trois ou quatre réponses entièrement rédigées. Le questionné n'est pas un interlocuteur, mais un individu lambda qui réagit aux questions comme un rat de laboratoire réagit aux stimuli infligés par le chercheur. Contrairement aux questions ouvertes, qui relèvent du dialogue ordinaire, de la bonne foi et du sens des proportions, les questions fermées laissent l'entier de la maîtrise au questionneur.

Dans les questions fermées, le travail essentiel est dans l'élaboration des questions. Il y faut un professionnel. Les réponses, en revanche, ne demandent pas de réflexion particulière au questionné, juste un peu de bonne volonté. Quant au dépouillement, c'est un travail principalement mécanique.

La question fermée est utile quand on veut établir des faits précis et qu'on a en face de soi une personne qui, pour un motif ou un autre, peine à collaborer. C'est le médecin face à un patient hypocondriaque ou légèrement désorganisé dans sa tête, c'est le policier ou le juge confronté à l'accusé qui brouille les pistes, c'est le parent essayant de savoir où son enfant a passé la soirée. A chaque fois, la question fermée vise à dégager la vérité, à la protéger contre les interférences, les mensonges, les oublis.

L'organisateur d'un sondage recourt lui aussi aux questions fermées.

C'est justifié, puisqu'il attend des réponses destinées à prendre place dans un tableau statistique.

Enfin, un esprit machiavélique peut recourir aux questions fermées pour faire diversion et dissimuler une question essentielle sous des rafales de questions de détail posées dans l'urgence.

Quoi qu'il en soit, il serait inadéquat et même choquant de consulter les responsables paroissiaux et régionaux avec des questions fermées, c'est-à-dire sans leur donner l'occasion de présenter, outre leurs activités, collaborations et projets, des revendications, des critiques, des craintes et même des considérations générales.

Un questionnaire sous la forme de questions ouvertes exige un lourd travail de fond, non seulement pour préparer les questions, mais aussi pour rédiger les réponses, pour établir la synthèse finale et formuler les propositions concrètes de mise en œuvre. C'est sensiblement plus difficile et plus long qu'une série de questions fermées posées dans une perspective tracée d'avance. Cela fait que la commission ne pourra sans doute pas respecter les délais prévus. C'était en tout cas l'avis, exprimé après les débats de vendredi dernier, du «facilitateur» chargé de conduire les travaux de la commission. C'est ennuyeux, mais secondaire par rapport à l'enjeu.

Olivier Delacrétaz

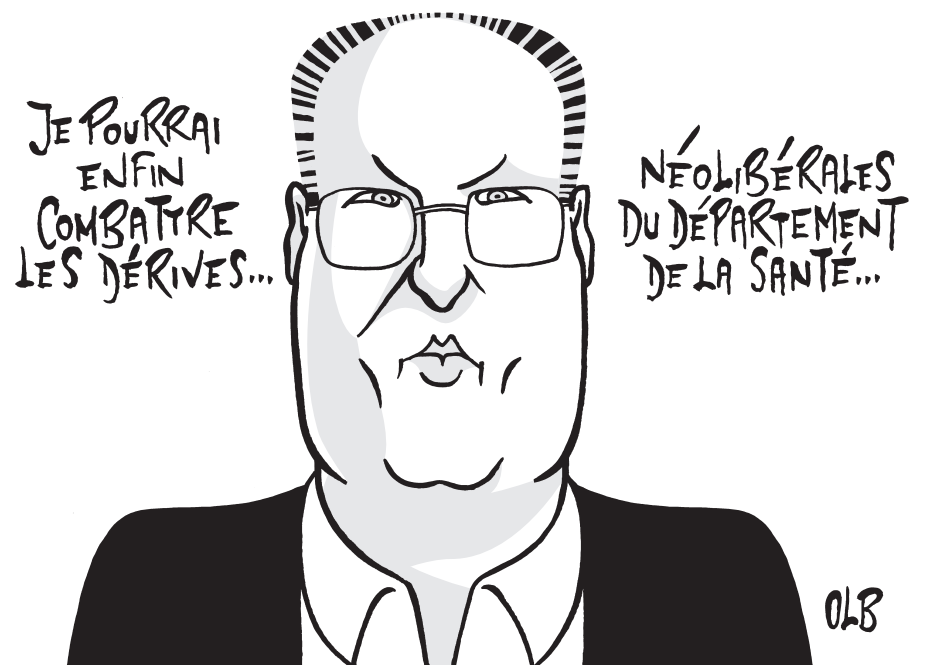
## Occident express 14

La rentrée de septembre, c'est aussi pour moi le moment où je dois renouveler mon titre de séjour. Il y a dix-sept ans, lorsque pour la première fois je suis arrivé à Belgrade, c'était un processus infernal. Le guichet de la police des étrangers était à l'extérieur du bâtiment et l'on y attrapait, soit une insolation, soit une broncho-pneumonie. La lenteur des procédures, le fait que le guichet n'était ouvert que quatre heures par jour et qu'il était tenu par un croisement de doberman et de serpent à sonnettes, tout cela faisait que la cohue et la confusion étaient extrêmes. Je m'y rendais la peur au ventre, sans parler la langue, certain que mes documents seraient immédiatement rejetés et qu'on m'en demanderait d'autres, évidemment impossibles à fournir, sous peine d'exécution en place publique. Mais enfin, après quelques jours ou semaines de procédures, on me délivrait mon sésame. Et le même cirque reprenait un an plus tard. En revenant chez moi, je remontais en taxi la rue des ambassades. En ces temps reculés, la Serbie (c'était encore la Yougoslavie) était un paria parmi les nations et ses ressortissants devaient se plier à des exigences infinies et coûteuses

pour passer la frontière. On les voyait donc, tous les jours, attendre en longues et lentes files indiennes, à l'extérieur des bâtiments, souvent dès 4 heures du matin pour être certain de pouvoir revenir dans leur lointaine province le jour même. Mes agonies à la police des étrangers me paraissent soudain bien futiles. Au fond, la Serbie ne faisait que rendre à l'Europe la monnaie de sa pièce. Quelques années d'expérience m'ont été nécessaires pour ne plus avoir peur, apprendre la langue et comprendre qu'en Serbie, même si tout prend du temps, des dizaines de tampons et des kilos de papier, tout est toujours possible. En Serbie, en d'autres termes, j'ai enfin commencé à ne jamais prendre les problèmes qu'un à un. S'il a fallu me terroriser et me faire parfois regretter d'être né, l'enjeu en valait largement la peine. Et comme s'il voulait me faire comprendre qu'en effet j'avais bien appris ma leçon, le ministre de la police a ramené le guichet à l'intérieur du bâtiment. Désormais la salle est climatisée et les secrétaires charmantes. Ce qui ne m'avance guère puisque je viens d'obtenir mon permis de séjour permanent.

David Laufer

Pierre-Yves Maillard  
envisage de revenir au syndicalisme



# La loi humaine selon Dostoïevski

**C** *Crime et châtement* est un roman qui touche par son humanité. Paru en 1865, il raconte l'histoire d'un jeune étudiant sensible et intelligent qui doit arrêter ses études par manque de moyens financiers. Criblé de dettes il s'enfonce dans la pauvreté et la solitude. Sa santé se dégrade, il subit des poussées de fièvre. Hanté par le spectre de l'échec, Raskolnikov commet l'irréparable : il planifie et exécute l'assassinat de sa prêteuse sur gages. Surpris par la sœur de la victime, qui apparaît de manière imprévue sur le lieu du crime alors qu'il est encore en train de dérober les objets de valeurs, il décide de l'assassiner avec une cruauté inouïe, elle aussi. C'est le début du roman.

Tout au long du récit, non seulement Raskolnikov ne regrette pas son acte, mais l'assume totalement, le justifie même. « Mon crime? Quel crime? [...] Celui d'avoir tué une affreuse vermine malfaisante, une vieille usurière nuisible à tout le monde, un vampire qui suçait le sang des malheureux. » Longtemps, il n'est même pas soupçonné. Seul le juge d'instruction parvient à le démasquer. Il lui demande d'avouer, mais faute de preuves formelles, Raskolnikov continue de nier.

Dans *Crime et Châtiment*, point de descriptions. D'entrée de jeu, Dostoïevski nous place au plein milieu des passions et des pulsions. De Saint-Petersbourg, où se déroule l'histoire, on n'aperçoit que des rues, des maisons, des concierges, des tavernes et des appartements dans lesquels se déroulent de longues scènes de dialogues. Le narrateur, autrement dit l'auteur, s'efface

totale derrière l'intrigue. Au lieu de juger ses personnages, il cherche incessamment à les étoffer par mille détails. Raskolnikov est contradictoire, délirant, perdu, fou, colérique, violent mais aussi généreux, capable de compassion et même d'amour.

Ce qui est proprement fascinant, c'est que le romancier russe semble posséder une espèce de magnétisme instinctif qu'il transmet à ses personnages, exalté qu'il est, et littéralement envoûté, emporté par son récit. Ce n'est pas chez lui la description d'un monde bourgeois, comme par exemple chez Mauriac, Flaubert ou même Balzac. Ses personnages appartiennent au contraire à un milieu pauvre, peuplé des personnages blessés par la société et déçus. Ils se battent pour la survie dans un monde féroce mais restent liés au monde ancien, à la noblesse et à l'honneur. La vision de Dostoïevski est une vision éminemment christique, à mille lieues de l'idéologie victimaire et de l'humanisme mielleux qui domine les débats aujourd'hui.

Pour une large part, la fiction s'imprègne du vécu de l'écrivain, ce qui est, me semble-t-il, le propre de toute grande œuvre littéraire, car au fond, on ne sait raconter véritablement que ce que l'on ressent. Fils d'un médecin militaire, Fédor Dostoïevski naît à Moscou en 1821. Sa vie est marquée par la pauvreté et la violence. Son père se fait assassiner en 1839. En 1844, il quitte l'armée qu'il a servie en tant qu'ingénieur militaire et se met à écrire. Il est endetté et souffre de crises d'épilepsie. En 1849, il se fait arrêter et condamner pour avoir appartenu

à un cercle de jeunes libéraux. Comme son personnage, il doit passer plusieurs années de travail forcé en Sibérie. Il sera réincorporé dans l'armée et rentrera en Russie en 1859 où il reprendra l'écriture. Malgré le succès considérable de *Crime et Châtiment*, il perd de l'argent à cause de son faible pour les jeux et les casinos.

*Crime et châtement* est construit autour de deux histoires qui se développent en parallèle, d'une part le roman policier et, de l'autre, le roman de famille. Par une lettre de sa mère, Raskolnikov apprend le projet de mariage de sa sœur qu'il désapprouve vertement. Il parvient même à le faire échouer en démasquant la bassesse et la vanité du fiancé. Ces deux histoires finissent par se croiser lors de l'aveu qu'il fait de son crime à Sonja, la femme qu'il aime et dont il a aidé la famille après le décès accidentel du père de celle-ci. Raskolnikov n'est pas un assassin froid. A un moment donné, il éprouve le besoin très humain de se confier à un être humain. Sonja ne le juge pas. Elle comprend sa détresse et éprouve de la compassion pour lui tout en l'implorant de se rendre. Quand elle lui demande : « Comment se fait-il que vous vous dépouilliez pour les autres quand vous avez tué pour voler? », elle lui pose la question de sa vie, la même que Dostoïevski pose au cœur même de son roman, celle de l'être humain écartelé, capable de faire le bien et le mal. A cette question, Dostoïevski ne donne pas de réponse, ce qui est tout sauf une faiblesse.

En revanche, il montre bien que son personnage n'a pas tué pour l'argent mais pour une thèse. Les socialistes

qu'il cite pensent que « le crime est une protestation contre une organisation sociale anormale » et que dans une société juste et parfaite, il n'existera plus. Cette théorie, qui fait fi de la nature de l'homme, et à laquelle nous devons le culte de la victimisation du criminel qui n'admet pas au crime une autre cause que l'injustice sociale. Or Raskolnikov refuse l'idée qu'il a tué parce qu'il manquait d'argent. Lorsqu'il explique à Sonja la raison de son crime, il dit ceci : « Ce n'est pas pour venir au secours de ma mère que j'ai tué, ni pour consacrer au bonheur de l'humanité, la puissance et l'argent que j'aurais conquis; non, non, j'ai simplement tué pour moi, pour moi seul. »

Un article qu'il a publié avant son crime corrobore la thèse de Raskolnikov selon laquelle l'humanité serait divisée en « troupeau » et en « individus extraordinaires ». Cela fait de lui un héros anti-moderne. Il ne se pose pas en victime ni ne justifie les moyens par la fin. Sa tragédie consiste en ce qu'il a cru être un homme extraordinaire, au-dessus de la loi, et qu'il a dû reconnaître ensuite qu'il ne l'est pas parce qu'il n'a pas réussi à « commencer une nouvelle vie », à « devenir indépendant ». Il a subi un échec et c'est précisément l'humiliation de cet échec qui pèse sur son âme.

Dostoïevski nous fait retrouver le vrai sous les couches épaisses du délire idéologique d'un humanisme nauséabond qui cultive la victimisation et justifie tous les moyens pour faire progresser l'humanité posée sous l'étoile brillante de la Révolution permanente.

Lars Klawonn

## « La Coach » de Nicolas Verdan

Autant Vaudois que Grec, Nicolas Verdan avait entraîné ses lecteurs dans les confins imprécis de la Grèce orientale avec le « Mur Grec » (*La Nation* N° 2031). Il revient aujourd'hui avec un court roman d'un tout autre genre qui a pour cadre la Suisse actuelle, banalisée et rationalisée. Ce pays sans âme et sans racine est rythmé par le balai minuté des trains de *SwissRailways*, qui emportent de l'aube au crépuscule leurs lots de pendulaires rivés à leur ordinateur ou à leur téléphone portable.

Dans ce décor blafard, une jeune femme, Coraline Salamin, fait profession d'accompagner les dirigeants d'entreprises dans les difficiles décisions qu'ils ont à prendre. Il s'agit bien souvent de restructurations entraînant des centaines ou des milliers de suppressions d'emplois. Cette fois, son client est le directeur du réseau d'agences de La Poste, ou plus exactement le directeur de RéseauPostal de *SwissPost*, qui s'apprête à annoncer une nouvelle vague de fermetures d'offices. Dans la Suisse pas si imaginaire de Nicolas Verdan, toutes les entreprises, même les régies et les offices fédéraux, n'ont d'existence que par leur dénomination anglicisée, soulignant à la fois leur supposée efficacité économique et leur absence d'identité.

Or un grain de sable s'est insinué dans cette belle mécanique néo-libérale. Car la *coach* a eu un frère, buraliste postal de son état, avant qu'une restructuration lointaine n'entraîne la fermeture de son agence. N'ayant pas supporté cette décision, le jeune homme a mis fin à ses jours

en se jetant sous les roues d'un convoi de *SwissRailways*. Aussi Coraline a-t-elle résolu de se venger. Son *coaching* vise à pousser le directeur de *SwissPost* à la faute en portant à l'extrême la brutalité de sa décision. Afin de mieux précipiter encore sa chute, flattant son orgueil, elle l'invite à postuler au sein d'un club de dirigeants cyniques, élite auto-proclamée d'une Suisse économique déshumanisée, qui aura tôt fait de le rejeter.

La manipulation fonctionne. A l'annonce du plan de fermetures, tout s'écroule : l'homme est désavoué, licencié, rejeté, détruit socialement et moralement. Il ne s'en relèvera pas et marche à son tour à la mort. Mais à l'ultime seconde, au moment où le piège va se refermer, une péripétie inattendue inverse tragiquement les rôles...

Le roman de Nicolas Verdan est une fable noire et actuelle. En observateur avisé de son environnement, l'auteur décrit avec précision la banalisation du territoire qui sert de cadre à son récit : « Des quartiers de villas agglutinés autour des derniers vestiges d'une ruralité sous perfusion fédérale et chacun y va de ses préférences : colonnades à la romaine, cube de béton brut avec meurtrières au nord et baies vitrées qui donnent sur le voisin, petits toits pointus contre toits végétalisés, souvent du faux vieux et toujours du moderne mal interprété. » Mais le pire, dans ce décor déprimant, ce sont les dérives de la société moderne, individualiste à l'extrême, gouvernée par le cynisme et la rationalité financière, insensible à la violence exercée par les

forts sur les faibles. Nicolas Verdan dénonce ainsi une économie où les rapports entre partenaires sociaux ne fonctionnent plus : « Aux infos, *SwissRadio* annonce que le front se durcit toujours plus du côté de *SwissPost*. Les employés envisagent de faire grève contre l'avis de *Syndicate*, leur syndicat phagocyté par les socialistes [...] Ça se saurait si les socialistes défendaient les postiers. »

Au-delà de l'intrigue entre la coach et son client, le récit sonne comme une

mise en garde contre une société en voie de déshumanisation, et laisse entendre qu'il est déjà largement trop tard. Il n'y a guère de morale à tirer de ce sombre tableau, si ce n'est, peut-être, que le facteur humain peut parfois venir perturber l'implacable fonctionnement de la machine à broyer.

Vincent Hort

*La coach*, Nicolas Verdan, BSN Press coll. "Fictio", 2018, 136 p.

## Splendeur baroque

Depuis quelques années, je n'avais pas franchi le seuil de l'église des Jésuites de Lucerne, dédiée à saint François-Xavier, car elle était en réfection au milieu de notre décennie. La voici de nouveau accessible, débarrassée des échafaudages, rafraîchie, comme neuve.

Elle est, à mon goût, la plus belle des grandes églises baroques de Suisse. De plus petits sanctuaires, bien entendu, offrent des merveilles, surtout en Suisse centrale et dans le Haut-Valais. Mais, dans la catégorie des vastes monuments, elle se distingue par la justesse de ses proportions et l'harmonie de son décor.

Ce n'est pas, comme certaines églises anciennes remodelées aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, une architecture de style antérieur sur laquelle on a plaqué des stucs baroques. Elle a été, en remplacement d'un édifice beaucoup plus petit, entièrement conçue et construite, entre 1666

et 1677, dans l'esprit et selon les techniques du style de cette époque.

Le vaisseau est spacieux. Il n'y a pas de bas-côtés et les chapelles latérales évitent toute surenchère. La lumière abonde. Les moulures restent sobres. Les peintures, ignorant toute couleur appuyée ou bonbon, se tiennent dans un nuancier de teintes légères – jaune et rose pâles, beige, gris, brun, une touche de bleu. Aucune surcharge exubérante, si bien que le regard se porte naturellement vers le beau maître-autel ocre et or, monumental certes, mais sans emphase. A l'extérieur aussi, tout est mesure et grâce.

Il vaut la peine de prendre le train de Lucerne rien que pour admirer ce chef-d'œuvre. Et si on assiste en prime, le soir venu, à un concert des Wiener Philharmoniker, on se dit que la Cinquième de Bruckner relève aussi, à sa manière, du grand art baroque.

J.-F. C.



## Accord et cacophonie

Nous avons défendu l'idée<sup>1</sup> que le phénomène des *fake news*, ou fausses nouvelles, signifiait la perte de contrôle des médias traditionnels sur l'information de masse et l'élaboration de l'opinion publique. En effet, cette dernière, en quelque manière décentralisée, s'élabore de plus en plus sur internet *via* les réseaux sociaux. En réalité, les réactions paniquées de l'*establishment* – dénigrement des médias «dissidents», création d'instances de vérification des faits, voire volonté de l'Etat de légiférer en la matière – ne font que reprendre la problématique classique de l'objectivité journalistique, dans un contexte de guerre de l'information renouvelé.

En tant que symptômes de cet état de fait, les fausses nouvelles sont bien des bonnes nouvelles. Mais il faut se garder d'y voir une victoire de l'identité ou de la vérité populaire, dont la voix rejaillirait, unanime, dans l'espace public après des années de censure par la tyrannie du politiquement correct – celui-ci ayant en effet régné sans partage depuis la fin de la guerre froide et le triomphe d'un consensus social-libéral sur l'opinion publique occidentale, dès les années 1990 et jusqu'à la récente généralisation de l'usage des

réseaux sociaux et de la réinformation sur internet.

Outre la crispation des «élites», qui se raidissent au même rythme que leurs médias font faillite, le nouveau contexte médiatique ne permettra pas un retour à un état plus favorable au débat public constructif et pluraliste, ou à la diffusion de nouvelles plus fiables. Désormais, l'information surabonde. Des nouvelles de toute nature sont accessibles partout et n'importe quand, quiconque pouvant devenir créateur ou pourvoyeur d'information, à la manière du «citoyen-reporter». Travaillée par des forces profondes, liées à la mondialisation et au développement des technologies de l'information, la «société de l'information» est grosse d'un autre type de désordre.

Du point de vue de la mondialisation tout d'abord: autrefois, les nouvelles quotidiennes et le débat d'idées passaient *quasi* exclusivement par des médias vaudois ou romands bien identifiés. Les journalistes en étaient les représentants autorisés: la qualité de leur plume et leurs allégeances étaient connues. Grâce aux mœurs partagées, un certain nombre de choses – notamment dans les discussions politiques – allaient de soi. Le métier de journa-

liste était dans son ensemble plus respecté qu'aujourd'hui; enfin on savait à quoi s'attendre en lisant tel titre ou en écoutant telle émission. La prospérité des Trente glorieuses désormais révolues, et les vagues d'immigration des quarante dernières années ayant bouleversé le contexte socio-culturel des cantons romands principalement, un retour à la relative stabilité des années 1950 à 1990 est illusoire. Pour les plus jeunes, on se rendra mieux compte des changements en comparant n'importe quel reportage du journal télévisé quotidien avec un reportage issu des archives de la RTS.

Du point de vue de la technique enfin: le monde de l'information traditionnel subit les coups de boutoir des technologies de l'information. Sous l'empire des réseaux sociaux, on assiste à une dispersion des subjectivités: à travers leur prisme, chacun peut se bricoler une vision du monde personnalisée, en picorant des idées et des opinions à gauche et à droite. Poussé à l'extrême, cet individualisme médiatique implique que ce qui est fausse nouvelle pour l'un peut être vérité pour l'autre.

À l'époque, l'on pouvait certes choisir sa presse d'opinion. Mais les

opinions étaient inscrites dans une réalité communautaire qui les englobait et leur donnait malgré tout une certaine unité. Le rythme de parution des publications permettait de suivre les débats à vitesse humaine. Dans une société multiculturelle et «connectée», un accord – tant sur des vérités politiques ou historiques partagées (les «valeurs» dirait-on aujourd'hui) que sur les simples faits est très ardu à atteindre. Pire, même les interventions allant dans un sens contraire à la malice des temps ajoutent une note discordante à la cacophonie, car elles participent au trop-plein d'informations, ou peuvent dégénérer en de nouvelles polémiques qui ne s'arrêtent jamais – la nature d'internet faisant que l'information y circule en un flux sans fin.

Face à un monde médiatique chancelant et chaotique, on ne peut, pour retrouver l'accord dans la cacophonie, que cultiver le bon sens qui subsiste dans la Cité, et continuer la patiente recherche des vérités qui nous sont chères.

Lionel Hort

<sup>1</sup> Voir «Bonnes nouvelles, fausses nouvelles?», dans *La Nation* n° 2103 du 17 août 2018.

## Le régent académique?

Les régentes et les régents d'antan avaient le plus souvent passé par une solide prim'sup; à l'Ecole normale, ils approfondissaient leurs connaissances générales, s'exerçaient à la gymnastique, chantaient sous la conduite d'éminents chefs, se mettaient au violon – puisqu'ils étaient destinés à enseigner le sport et la musique comme l'arithmétique et la géographie; ils acquéraient en outre un certain bagage de psychologie et de pédagogie, tout en s'essayant au métier dans les «classes d'application». Ils n'étaient pas des savants, ni des virtuoses, ni des champions aux agrès, sauf exceptions. Mais ils étaient instruits et savaient tenir une classe.

C'était trop élémentaire dans l'esprit des Temps Nouveaux. On a donc exigé d'eux qu'ils aient suivi le gymnase (dont la durée avait été prolongée de deux à trois ans, on n'apprend jamais assez longtemps aux yeux des pédants), avant de se concentrer sur la formation pédagogique pendant deux ans, puis trois (on n'apprend jamais assez longtemps aux yeux des pédants). L'établissement où ils apprenaient comment apprendre à autrui était désormais nommé Haute Ecole Pédagogique (en même temps que les technicums étaient devenus

des Hautes Ecoles Spécialisées et le Conservatoire, dont chacun connaissait la mission sous son nom traditionnel, une Haute Ecole de Musique – si bien que l'adolescent progressant vers la virtuosité fréquente aujourd'hui l'Achému. Chacun doit bénéficier d'une Haute Formation pour devenir Hautement calé).

La Haute Ecole Pédagogique (HEP) dispense un titre du niveau du bachelors (mot étrange relevant d'on ne sait quel sabir). Le bachelors, dans la terminologie académique actuelle, précède le master (qu'on francise parfois en mastère pour compléter le dictionnaire des néologismes diafoirusiens), grades définis un jour à Bologne par des émissaires des pays européens nantis de pouvoirs de représentation énigmatiques – en tous cas pour ce qui concerne la Confédération helvétique – mais efficaces puisque leur vocabulaire s'est imposé. La licence passa aux oubliettes; le bachelors, obtenu après trois ans de Hautes Etudes dans la théorie de départ, mais souvent après quatre ans (on n'apprend jamais assez longtemps aux yeux des pédants), est un peu moindre que l'ancienne licence, mais doit suffire à entrer dans de nombreuses carrières; le master/mastère est un peu supérieur à l'ancienne licence et on l'obtient après quatre ans de Hautes Etudes, disait-on au début, mais c'est plutôt cinq (on n'apprend jamais assez longtemps, etc.).

Mais revenons à nos régentes et régents. Leur bachelors de la HEP paraît bien humble à leur syndicat principal, la Société pédagogique vaudoise (SPV), qui propose de «revaloriser» le métier par l'exigence du master/mastère. La SPV motive sa revendication par la complication de l'«école inclusive» (qui place dans les classes «normales» des élèves à problèmes) et par les nouvelles «problématiques so-

cio-éducatives». Mais, de la part d'un syndicat, le mot de «revalorisation» a aussi une tonalité plus sonnante et réverbérante. Le maître primaire gagne 13'000 à 30'000 francs annuels (selon l'âge) de moins que son collègue de formation universitaire, qui a étudié plus longtemps, tout en enseignant trois heures de plus. Il s'impose de niveler – par le Haut des Hautes Ecoles, bien sûr, et l'on parle là d'une hauteur toute matérielle.

Les professions de l'éducation publique sont de redoutables groupes de pression; on l'a vu à propos des velléités d'un organe intercommunal de diminuer quelque peu, dans les crèches et garderies, la proportion d'éducatrices Hautement titrées: quel hourvari dans le courrier des lecteurs! Mais pour la SPV, la partie n'est pas gagnée. Car Mme Amarelle a dit que, certes, elle n'était «pas complètement opposée» à une évolution qui est à la mode ailleurs en Europe; mais, se réfugiant courageusement derrière une décision récente négative de la Conférence romande des chefs cantonaux de l'instruction publique, elle ajoute que ce n'est pas le moment.

Ecole inclusive ou non, tendances socio-éducatives nouvelles ou bla-bla dans l'air du temps: quoi qu'il en soit, le métier de maîtresse et de maître primaire (qu'on doit appeler enseignant généraliste) n'appelle pas des connaissances scientifiques plus poussées, mais demande surtout des qualités personnelles qui ne s'acquièrent guère sur les bancs d'une Haute Ecole et tiennent au tempérament de l'intéressé tout en se fortifiant avec l'expérience professionnelle: autorité «ferme mais bienveillante», goût de la communication, talent de meneur, joie de transmettre et de former, conviction qu'on apporte à l'élève un bagage de valeur, droiture morale qui oriente et rassure la classe.

Ose-t-on ajouter qu'il est bien d'aimer les enfants? De même que la médecine tend à s'intéresser aux maladies plus qu'aux malades, on peut craindre que l'école n'en vienne à s'intéresser aux techniques socio-psychologiques davantage qu'aux enfants.

Jean-François Cavin

## Concours de poésie

Créé en 2016 par la Fondation Marcel Regamey, ce concours a lieu en principe tous les deux ans. Il se trouve que le Prix de *La Feuille de Chêne* n'a pas pu être attribué lors de la deuxième édition du concours, cette année même.

Le comité de lecture a donc jugé opportun d'avancer d'une année la troisième édition, décision qui a déjà été publiée sur le site [www.feuille-de-chene.ch](http://www.feuille-de-chene.ch)

Les contributions des candidats doivent être remises au plus tard

**le samedi 30 mars 2019 à minuit**

à l'adresse du concours figurant sur le site mentionné ci-dessus, où l'on trouvera par ailleurs toute information utile sur le règlement et les conditions de cette heureuse compétition.

D. L.

## Mariage

Le 7 septembre dernier, notre amie Marie-Madeleine Bless a pris pour époux M. Julien-Maxime Duc. La cérémonie religieuse a eu lieu à l'église Sainte-Marie-Madeleine à Poliez-Pittet. Toute la rédaction exprime ses vœux de bonheur les plus chaleureux aux jeunes mariés.

### La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier  
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)  
Fax 021 312 67 14

[courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)  
[www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges



# Mystérieuse présence du mal

Il nous arrive à tous d'être malheureux, voire de désespérer. Il nous arrive aussi d'infliger à autrui des désagréments ou des souffrances. Nous faisons ainsi l'expérience du mal.

Le mal existe et pourtant ce n'est pas une chose. Bien que le substantif «mal» figure dans le dictionnaire, le mal n'a rien de substantiel. C'est ce paradoxe qu'examine en détail François-Xavier Putallaz dans un livre sobrement intitulé *Le Mal* (éd. Du Cerf 2017). L'orientation philosophique de M. Putallaz est claire; il qualifie saint Thomas d'Aquin de *guide très précieux*.

Parler du mal est difficile; il s'agit de se tenir en équilibre sur un chemin de crête, de penser à la fois le mal et le malheur sans les confondre, en penchant légèrement sur le versant objectif. L'auteur y parvient. Son livre allie clarté pédagogique et profondeur. Il ne dissimule pas les difficultés et les impasses.

Le mal ressemble à un trou. Il est impossible de parler d'un trou en lui-même. On ne peut que le circonscrire en décrivant, par exemple, la toile et les franges du jeans autour d'une déchirure, et la cuisse bronzée qu'elle laisse entrevoir. Le trou lui-même n'est rien, comme le mal, qui n'a ni essence ni définition. Celui-ci ne se comprend que relativement au bien qu'il détruit. La cécité n'est objectivable que par rapport à la vue et à Pierre qui l'a perdue. Le bien est toujours premier. Le mal le présuppose; il est la *privation d'un bien dû*. Un homme normal possède la vue, un jean neuf n'a pas de trou (quoique ces temps le jean troué soit à la mode, le mal séduit...).

Le mal est *dans* les choses, mais il n'est pas une chose qu'on puisse pointer du doigt. Et pourtant il existe, il fait mal. Il ne faut voir ici nulle contradiction. Le bien et le mal ne sont ni des contradictoires ni des contraires. Si l'on supprime Pierre l'aveugle, sa cécité disparaît avec lui. Il y a tout de même un paradoxe dû au fonctionnement du langage. L'intelligence ne connaît que ce qui est. La connaissance s'exprime par des mots. Quand on nomme le mal, ne serait-ce qu'en affirmant qu'il est privation, on semble le chosifier. Il faut composer avec ce paradoxe, *le tenir sans faillir*, dit

M. Putallaz. Le mal n'est pas un étant, mais *il est vrai* que Pierre est aveugle, que mon jeans a un trou, ou que je suis malade. Le mal se nourrit du bien, il est un parasite sans même en avoir la teneur.

Le bien et l'étant sont identiques; ils désignent la même chose selon deux sens distincts. L'étant est l'acte d'être; le bien est l'objet de la volonté, d'une inclination naturelle ou délibérée, choisie ou non. Tout ce qui existe est bon par le simple fait d'être. Le mal est ce que nous fuyons parce qu'il nous prive d'un bien que nous désirons. On le désigne le plus souvent par des préfixes négatifs *a-dés-in-*: *aphone, désintégré, désordonné, insuffisant, incapable*, etc. Un tremblement de terre n'est pas un mal en lui-même; il est mauvais à cause des destructions qu'il opère ou des personnes aimées dont il nous prive.

Après avoir distingué le mal objectif (un désordre), la connaissance du mal (le diagnostic), la réponse affective au mal (la souffrance, la tristesse), l'auteur démontre l'indépendance relative de ces trois pôles. L'expérience vécue du mal n'en fournit pas forcément une connaissance exacte, la sincérité ne garantit pas la vérité. A l'inverse, connaître le mal, ce n'est pas encore en souffrir. Puis le philosophe nous invite à éviter certaines confusions et certaines erreurs symétriques commises lorsque nous sommes confrontés au mal.

M. Putallaz met en garde contre l'écueil consistant à nier ou édulcorer l'existence du mal objectif en le considérant comme un moment du bien, produisant l'harmonie des contraires, comme l'ont fait Héraclite, Hegel et Marx. A l'inverse, il ne faut pas non plus chosifier le mal en imaginant qu'un dieu (celui du mal) le fabrique ou qu'un individu très méchant (Hitler...) le produit. C'est une autre manière d'arriver au même but: quand le coupable aura été anéanti, le mal n'existera plus, croit-on.

Le philosophe rejette deux stratégies visant à conjurer le malheur: celle d'abord qui escamote la cause en disant qu'il y a *plus malheureux que moi*, puis celle qui s' imagine se débarrasser du mal en calmant la douleur et la souffrance,

comme l'épicurisme et le bouddhisme: *Réduire l'importance subjective du mal ne l'a jamais supprimé*.

M. Putallaz examine aussi les rapports entre le mal commis et le mal subi, relevant d'abord que le mal volontaire s'infiltré dans le monde sous l'apparence du bien. Celui qui fait le mal prétend faire le bien. Deux attitudes sont à éviter: la culpabilisation d'une part, qui rapporte le mal subi au mal commis (*qu'ai-je fait pour mériter ça?*), et la victimisation d'autre part, qui excuse le mal commis par un mal subi antérieurement.

L'ouvrage de M. Putallaz est plus riche que le résumé que nous venons d'en faire. Membre de comités d'éthique et de bioéthique, l'auteur a des choses raisonnables à dire sur l'euthanasie, le suicide assisté ou le diagnostic préimplantatoire.

Dans le dernier chapitre consacré à la production du mal et à l'attrait qu'exerce celui-ci en tant que bien apparent, le philosophe critique les idées d'Hannah Arendt sur la banalité du mal. Il lui reproche, comme à Socrate et Kant, un certain intellectualisme. Il ne suffit de savoir penser pour éviter de

faire le mal. C'est la volonté qui est ordonnée au bien la première. Le mal ne ferait souffrir personne s'il n'existait pas un élan vers le bonheur absolu. Mais nous ne sommes pas au paradis. Parfois nous délibérons mal et choisissons les mauvais moyens pour parvenir à une fin bonne. Parfois – c'est plus grave – notre volonté est désaxée, elle ne marche pas droit. Elle incline vers des biens relatifs (la triade *sexe, pouvoir, argent*) dont elle fait des idoles qui usurpent la place de l'absolu.

Pourquoi le mal? Examinant cette question lancinante, M. Putallaz quitte le terrain de la philosophie. Comment expliquer la coexistence du mal avec l'amour divin? Quand il fait le bien, l'homme est cause seconde, car il prend appui sur Dieu, cause première de tout ce qui est bon. Quand il commet un péché, l'homme est cause première, car Dieu ne veut ni ne fait le mal – Dieu permet le mal seulement si un bien plus grand peut en surgir. Seule la Grâce divine est en mesure de rectifier la volonté désaxée. M. Putallaz se heurte au mystère de la présence du mal et suspend sa réflexion pour laisser place à une méditation sur le *Délivre nous du mal!* du Notre Père.

Jacques Perrin



## A l'ouest des patates bio-équitables

Il y a toujours une manière positive d'envisager les choses, et une manière négative. Prenons par exemple les votations fédérales de dimanche dernier. Les Suisses ont refusé deux initiatives dites «agricoles», que les esprits simples trouvaient épatantes car elles portaient de beaux titres bien émouvants. En réalité, elles n'avaient d'agricoles que le nom et, sous prétexte d'assainir notre alimentation, elles visaient surtout à engraisser l'administration et à régler davantage notre existence.

### LE COIN DU RONCHON

Il faut aussi envisager le côté sombre de cet heureux résultat. Il est en effet à craindre qu'une majorité de votants aient rejeté ces deux textes non pas par un sain scepticisme envers les vertus du modèle alimentaire nord-coréen, mais bien plutôt par une coupable docilité envers l'opinion mollement majoritaire de la classe politico-médiatique. Qu'un fonctionnaire fédéral vétilleux eût pu venir examiner, trier, voire condamner le contenu de leur assiette, ça n'aurait pas forcément gêné ces braves gens. Mais là, l'officialité est venue leur dire que ces initiatives étaient «excessives» (comment peut-on qualifier d'«excessives» des idées radicalement fausses?) et surtout contraires aux «engagements internationaux de la Suisse» (ce qui aurait été leur seul mérite); alors ils ont préféré voter «non».

Peut-être sommes-nous un peu durs avec nos concitoyens. Peut-être certains ont-ils bravement voté «non» par contestation plutôt que par sou-

mission. Nous craignons toutefois qu'il ne s'agisse que d'une faible minorité. Nous en voulons pour preuve que ces mêmes concitoyens ont accepté dans un même élan, et avec une majorité que les anti-staliniens qualifieraient de stalinienne, une nouvelle *disposition constitutionnelle sur l'encouragement des voies cyclables!* Bien entendu, la seule et unique chose que cette nouvelle disposition va encourager, c'est la frénésie de l'administration fédérale, qui promet déjà de dépenser 1,8 million de francs par année, en attendant mieux. Avec tout cet argent, la Confédération pourra lancer des enquêtes, des recherches, des groupes de travail et des réunions d'experts, peut-être même des *observatoires*, tandis que les cantons et les communes continueront, à leurs frais, à peindre religieusement des pistes cyclables, un peu comme l'Europe chrétienne peignait autrefois des icônes.

De ces dernières votations, nous tirons encore un autre constat, plus considérable. A propos des initiatives agro-collectivistes, toute la presse a parlé de «röstigraben» (parce que les Suisses allemands, super-écologues mais peu socialistes, les ont rejetées, tandis que les Romands les plus occidentaux, qui se fichent de l'écologie mais adorent le dirigisme étatique, les ont plébiscitées). La presse adore parler de «röstigraben». Mais cette fois-ci, le fossé de patates bio-équitables a quitté sa place habituelle pour serpenter à l'ouest des cantons de Fribourg et du Valais. Cela signifie qu'une simple petite votation a suffi pour faire passer ces deux cantons de l'autre côté de la Sarine (sinon géographiquement, du moins politiquement), avec une simplicité institutionnelle qui devrait faire pâlir d'envie quelques communes jurassiennes!

## Promotion entre les roses

«Bonjour, un nouveau guide historique sur la vieille ville de Lausanne!» «Bonjour...!» Nous étions une dizaine ce samedi à présenter le nouvel ouvrage *Suivez le guide! Balade historique à travers le vieux Lausanne*, recueil d'anciennes publications d'Ernest Jomini dans *La Nation*, édité par les Cahiers de la Renaissance Vaudoise. La première vente publique sur la place de la Palud se passa dans la bonne humeur générale, au cœur du marché entre une fleuriste et un stand du Parti socialiste vaudois, à côté du lieu-même où débute la balade proposée par Ernest Jomini et les guides du Mouvement des Aînés.

«Bonjour, Madame, Monsieur, un nouveau guide historique sur la vieille ville de Lausanne!» Des regards mornes et quelques sourires nous répondaient parfois, mais parmi la foule, nombreuses furent les prunelles à se mettre à briller à l'évocation d'un livre parlant de ces vieilles pierres tant chéries. Car c'est ce qui ressortit le plus au fil des différentes

discussions avec les badauds et habitués des lieux: cet attachement profond qu'ont les Lausannois pour leur ville. Il est vrai que la place de la Palud fait partie de ces endroits ayant accueilli la vie et l'activité humaine de manière ininterrompue depuis des siècles; les stands d'aujourd'hui font échos aux étals et aux passages du passé. La population semble ressentir ce lien avec son histoire.

Installés en face de l'hôtel de ville, entre les stands politiques et marchands, cette matinée au marché a aussi été l'occasion de faire l'expérience d'une certaine communauté politique, les militants des partis s'arrêtant volontiers pour échanger quelques mots avec nous. La matinée se termina autour d'un verre de l'amitié bien mérité, à l'heure où les gens, on les comprend, sont plus intéressés par leur appétit terrestre qu'intellectuel. Mais nous revenons au marché de la Palud les deux prochains samedis jusqu'au 6 octobre. N'hésitez pas à passer.

Camille Monnier